

Nos modèles productifs face aux enjeux de transformation : quels défis pour l'avenir ?

PASCAL GUIHÉNEUF ET MICHÈLE SALVADORETTI

Protectionnisme américain, sommet pour l'action sur l'Intelligence Artificielle, rapport Draghi, nouvelle boussole pour la compétitivité européenne, conférence de Munich sur la sécurité, etc. Cette actualité internationale intense est venue percuter notre avis CESE sur **nos modèles productifs face aux grands défis d'aujourd'hui et de demain : transition écologique, transition technologique et numérique, autonomie stratégique de la France et réindustrialisation.**

Ces enjeux posent la question de l'adaptation et de la transformation de nos modèles productifs : sur quels leviers agir pour assurer une production durable et compétitive de nos biens et de nos services, cohérente avec le modèle de société auquel on aspire ?

Pour répondre à cette question, **la France possède de nombreux atouts teintés de vulnérabilités** : des infrastructures de qualité (routes, ferroviaire, télécommunications) nécessitant continuellement de la maintenance et de la modernisation ; une énergie décarbonée abondante mais chère ; des normes et standards élevés mais pesant sur notre compétitivité vis-à-vis d'importations soumises à des règles moins strictes ; des grands champions internationaux dans de nombreux secteurs (agroalimentaire, luxe, aéronautique, énergie, télécommunications, automobile...) ; une myriade de PME et TPE qui doivent faire le saut vers l'industrie 4.0 ; des territoires dynamiques et une forte attractivité internationale mais en déclin.

De plus, **plusieurs faiblesses structurelles restent à résoudre** : un sous-investissement dans les outils de production ; des efforts insuffisants de Recherche et Développement (R&D), avec une insuffisance sur les technologies de pointe et les innovations de rupture ; une pénurie de compétences dans l'industrie et des difficultés à recruter des profils immédiatement qualifiés ; une complexité et une lourdeur administratives faisant obstacle à la transformation et la compétitivité des entreprises ; un enjeu énergétique tant sur notre dépendance aux énergies fossiles qu'au retard de déploiement des énergies renouvelables et du coût élevé de l'électricité ; une compétitivité en berne, résultat de multiples facteurs.

Enfin, cet avis est enrichi d'éclairages prospectifs à horizon 2040 préparés par Futuribles.

L'industrie
en 3 chiffres

10 %
du PIB

50 %
du déficit
commercial¹

75 %
de la R&D

1 Hors énergie
et matériel militaire.

Cinq axes pour transformer nos modèles productifs

AVIS

1 RENFORCER NOTRE STRATÉGIE INDUSTRIELLE : PRIORISATION, GOUVERNANCE, DURABILITÉ

Comment ?

→ **En organisant des Assises de l'industrie et de l'innovation avec toutes les parties prenantes**

→ **En améliorant la gouvernance industrielle**, à travers un renforcement du rôle et de la représentation du Conseil National de l'Industrie (chargé de conseiller les pouvoirs publics sur les enjeux de l'industrie en France) et des Comités Stratégiques de Filières (CSF) qui déploient les politiques publiques industrielles

→ En généralisant **des modes projets plus agiles**, de type ARPA, sur des axes prioritaires et des écosystèmes de compétences renforcés (entreprises, chercheurs, écoles, instances publiques)

→ En assurant que les financements publics octroyés pour le développement d'activités économiques et productives soient compatibles avec le **respect des limites planétaires**

2 SOUTENIR LA VITALITÉ DE NOS TERRITOIRES

Comment ?

→ **En attirant de l'épargne privée pour financer des projets économiques stratégiques**, avec par exemple la création d'un **Livret d'Épargne Industrie**

→ **En renforçant le rôle des régions en matière économique et financière**, en leur permettant de piloter des programmes de financement et de soutien des PME et ETI en corrélation avec les axes stratégiques de l'Etat

→ **En réhabilitant des friches industrielles**

3 SOUTENIR L'INNOVATION ET LES AIDES AUX ENTREPRISES

Comment ?

→ **En accompagnant davantage les PME dans leur transition numérique et écologique**, en simplifiant leurs démarches administratives afin de leur faciliter l'obtention d'aides et de financements

→ **En améliorant l'efficacité du crédit impôt recherche (CIR)** afin notamment que les TPE/PME/ETI y aient un accès renforcé et que les recherches associées soient davantage en lien avec les priorités stratégiques nationales

→ **En établissant un champ concurrentiel plus équitable** via la mise en place effective de clauses miroirs dans l'ensemble des accords commerciaux de l'UE

→ **En permettant à la commande publique de privilégier les approches en coût global, priorisant la qualité** (performances sociales et environnementales...) sur le prix

4 ATTIRER, ÉDUCER, FORMER

Comment ?

→ **En renforçant l'attractivité des métiers de l'industrie** à travers des campagnes de communication et en facilitant les stages et les périodes de formation en entreprise industrielle

→ **En donnant le goût des sciences et de la technologie**, à travers le rétablissement de la technologie en 6^{ème}

5 RENFORCER LA DYNAMIQUE DU DIALOGUE SOCIAL

Comment ?

→ **En renforçant le rôle des administrateurs salariés** dans la définition des orientations stratégiques des entreprises et dans la garantie d'une meilleure prise en compte des enjeux sociaux et environnementaux

→ **En rédigeant des accords au niveau des branches et des entreprises** mettant en avant les enjeux environnementaux et de transformation afin qu'ils soient systématiquement abordés dans le cadre des négociations

LES RAPPORTEURS

Pascal Guihéneuf

pascal.guineuf@lecese.fr • 01 44 43 64 07

Conseiller du CESE membre du groupe de la CFDT, ingénieur Recherche & Développement et délégué syndical central CFDT chez Nokia.

Michèle Salvadoretti

michele.salvadoretti@lecese.fr • 01 44 43 64 20

Conseillère du CESE membre du groupe des Entreprises, représentante de la Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME), Trésorière Nationale de Mobilians et directrice générale de la société Q-Park France.